

Discours d'ouverture de l'Assemblée générale de l'UCESIF – Abidjan, 26 mai 2025

Mesdames et Messieurs les présidents,

Chers collègues, chers amis,

Quel plaisir de vous retrouver, si nombreux ici au CESEC de Côte d'Ivoire, pour cette Assemblée générale ! Ce moment a pour moi une saveur particulière : celle des retrouvailles, du chemin parcouru, mais aussi celle du passage de témoin.

Depuis le début de mon mandat à la tête de l'UCESIF, en 2022, bien des choses ont changé. L'UCESIF s'est élargie. Je veux saluer ici les nouveaux membres qui nous ont rejoints : la Bulgarie et les deux Conseils de Belgique, d'ici quelques instants. Leur adhésion témoigne de la pertinence de notre démarche, et de l'attractivité de notre Union dans un monde francophone parfois en quête de projets communs et de voix convergentes.

À Cotonou, en 2023, nous avons adopté ensemble un texte important, un Appel pour une gouvernance durable de l'eau. Il s'agissait de notre première déclaration commune sur un bien commun universel. Cet appel n'est pas resté lettre morte. Nous avons poursuivi nos travaux, et j'ai bon espoir que nous puissions adopter, lors de cette assemblée, un document collectif renforcé, fondé sur nos expertises croisées, afin de porter dans l'espace francophone et au-delà, des solutions à nos enjeux partagés.

L'année 2023 a également été tristement marquée par le décès de l'un des nôtres, le Président du CES du Bénin, feu Tabé Gbjian, qui a fidèlement accompagné l'UCESIF.

2024 aura été une année marquante à plusieurs titres. D'abord, nous avons célébré les 20 ans de l'UCESIF. À Paris, autour de notre Assemblée générale, nous avons voulu faire de cet anniversaire un tremplin, un moment d'élan et non de nostalgie. Un moment de propositions, pas seulement de célébration.

En 2024, toujours, pour la première fois, nous avons été invités au Sommet de la Francophonie, et nous avons contribué, ensemble, à un avis sur la francophonie économique et numérique. Cette démarche collective doit être pérennisée : c'est un modèle de diplomatie civile que nous devons faire vivre.

Sur le plan institutionnel, les liens avec les autres faitières, l'AICESIS et l'UCESA ont été renforcés. Je veux saluer ici le Président Amara, Président en exercice de l'UCESA, son Secrétaire général et celui de l'AICESIS, qui sont parmi nous aujourd'hui.

Mais il nous faut aller plus loin. D'abord, nouer des relations plus étroites avec l'Organisation internationale de la Francophonie. Une première étape, à laquelle notre Secrétaire générale travaille, est la candidature de l'UCESIF à la Conférence des organisations internationales non gouvernementales de la Francophonie (COING). Nous voulons aussi intensifier nos liens avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Nous avons de même noué un partenariat important et fécond avec le Groupement du Patronat francophone : beaucoup d'entre vous ont participé aux différentes éditions du Forum des entreprises francophones, en Jordanie, en France, et interviendront demain à la 6ème édition du FIEF, le forum international des entreprises francophones, ici à Abidjan. Nous entendons enfin développer des passerelles avec le monde académique et les chercheurs francophones.

Ce développement suppose aussi des moyens. Or, l'UCESIF, vous le savez, fonctionne sans salariés. Nous avons fait le choix d'un niveau de cotisation peu élevé. Notre Secrétaire générale, mise à disposition par le CESE de France, partage son temps et ses responsabilités entre l'UCESIF et le CESE français. Ce modèle de fonctionnement implique que les membres donnent d'eux-mêmes pour porter nos projets, en lancer, en piloter de nouveaux. Merci à celle et ceux qui parviennent à dégager des moyens et des ressources pour contribuer au fonctionnement de l'UCESIF, et je forme le vœu que chaque Conseil, à sa mesure, puisse s'engager davantage. C'est un impératif si nous voulons tenir nos ambitions.

Enfin, j'aurais aimé que mon propos ne soit qu'optimiste, mais je ne peux passer sous silence les inquiétudes que nous partageons. Le Burkina Faso, où l'UCESIF avait été créé il y a 20 ans, le Niger et le Mali se sont retirés de l'OIF, tandis que le Sénégal a supprimé son Conseil, tout comme le Burkina... Ces actes ne sont jamais neutres. Supprimer un CES, c'est affaiblir le dialogue social, le dialogue civil. C'est rompre le fil de la démocratie sociale, rendre la société plus vulnérable aux tensions, aux malentendus, aux ruptures, aux confrontations. Nous devons tout faire pour maintenir le lien avec ces sociétés civiles et leur redonner leur poids politique.

Je conclurai sur une note d'espérance. Je suis heureux de passer la main au Président Aka Aouélé. Son engagement, sa vision, son sens du dialogue seront les meilleurs atouts de l'UCESIF. Le CESE français restera à ses côtés, loyalement, activement. Nous continuerons à porter cette voix des sociétés civiles organisées qui, partout, fait tenir les démocraties debout.

Je vous remercie.